

Survol

Le bruit assourdissant des marteaux et les manœuvres des grues sur les chantiers de construction partout au Canada révèlent les tendances économiques et sociales au pays. L'exemple récent le plus frappant, c'est l'énorme demande dans le secteur de la construction résidentielle et commerciale dans l'économie en forte croissance de l'Alberta, qui a créé des emplois et attiré des milliers de migrants de partout au pays et du monde entier.

La construction est en plein essor partout au Canada. La baisse des taux d'intérêt incite les Canadiens à acheter des maisons neuves ou à rénover des maisons déjà construites. De plus, en raison de l'augmentation des ventes en gros et au détail, les entreprises se sont empressées de construire des bureaux, des magasins de détail et des entrepôts, ce qui a contribué à stimuler la construction non résidentielle.

Ainsi, les entrepreneurs ont pulvérisé un record de 66,3 milliards de dollars au chapitre des permis de construction résidentielle en 2006, en

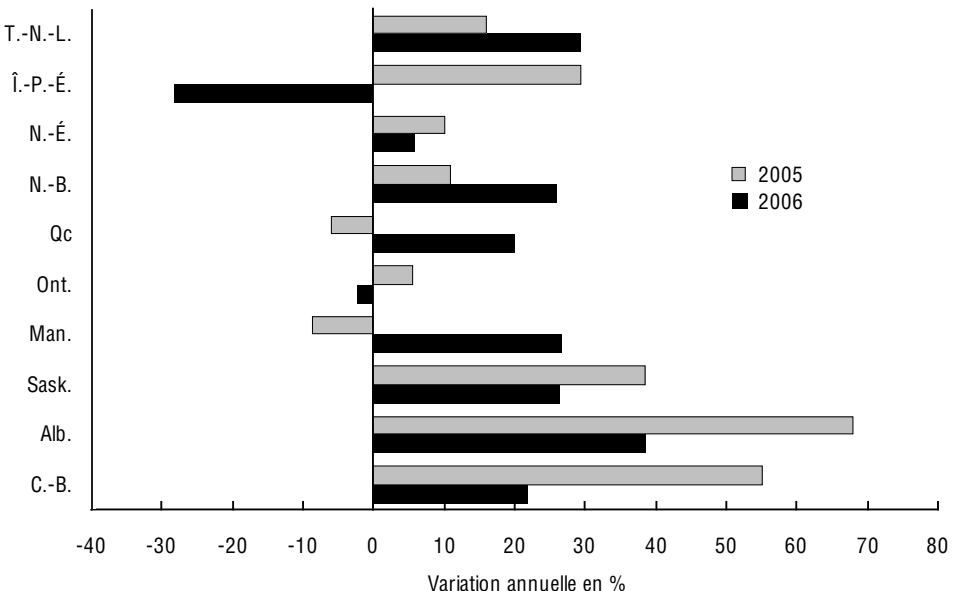
hausse de 9 % par rapport aux 60,8 milliards de dollars en 2005. Les municipalités au pays ont autorisé la construction de 233 200 logements neufs cette année, ce qui représente une faible baisse par rapport à 2005, mais il s'agit toujours du troisième nombre le plus élevé depuis 1988. De plus, la valeur des permis de construction résidentielle a augmenté dans 20 des 28 régions métropolitaines de recensement en 2006.

Travaux de rénovation

Entre-temps, les Canadiens ont entrepris des travaux de rénovation pour une valeur de 32,0 milliards de dollars en 2006, ce qui représente 40 % de tous les investissements effectués dans la construction résidentielle et une augmentation de 9 % par rapport à 2005.

La valeur des permis de construction non résidentielle a aussi augmenté. Les investissements dans la construction d'immeubles non résidentiels ont atteint 35,5 milliards de dollars

Graphique 6.1
Valeur des permis de construction non résidentielle, par province



Source : Statistique Canada, CANSIM : tableau 026-0005.

en 2006, en hausse de 12 % par rapport à 2005, le gain le plus important enregistré, ce qui est le signe d'une économie prospère et en plein essor.

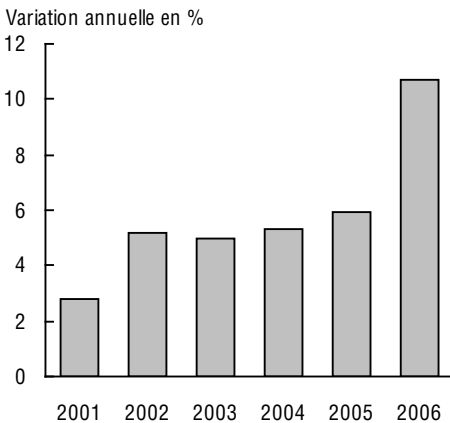
Dans l'ensemble, en 2006, le secteur de la construction a ajouté 67,7 milliards de dollars au produit intérieur brut (PIB) du Canada, après avoir dépassé pour la première fois le cap des 60 milliards de dollars en 2005. Cependant, l'emploi s'est stabilisé en 2006 après plusieurs années de croissance.

Investissement dans l'habitation

La santé de l'économie et les faibles taux d'intérêt ont favorisé le marché de l'habitation florissant en 2006. En dépit d'une offre soutenue, les investissements en logements neufs continuent d'augmenter. La croissance la plus forte au chapitre des investissements dans les maisons neuves s'observe dans les deux secteurs suivants : les maisons unifamiliales (en hausse de 9 % pour atteindre 25,5 milliards de dollars), et les immeubles d'habitation et les condominiums (en hausse de 13 % pour se situer à 9,3 milliards de dollars). Cette hausse est surtout attribuable à l'augmentation des investissements; bien que le nombre de mises en chantier soit demeuré à peu près identique, chaque maison neuve coûte plus cher à construire.

Les principaux déterminants de la progression des investissements dans les maisons neuves

Graphique 6.2 Indice des prix des logements neufs



Note : Période de base pour l'indice 1997 = 100.
Source : Statistique Canada, CANSIM : tableau 327-0005.

**Tableau 6.a
PIB de l'industrie de la construction**

	2002	2006
	millions de dollars constants de 1997	
Construction	54 620	67 657
Construction résidentielle	18 307	22 193
Construction non résidentielle	11 189	11 649
Génie, réparations et autres activités de construction	25 124	33 815

Source : Statistique Canada, CANSIM : tableau 379-0017.

(notamment dans l'Ouest canadien) sont le dynamisme de l'économie, la migration interprovinciale, l'augmentation de l'emploi, l'immigration internationale et des taux hypothécaires relativement bas.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) assure le suivi du prix moyen des maisons unifamiliales et jumelées neuves. Le prix moyen à l'échelle nationale est passé de 342 000 \$ à l'été 2005 à 381 000 \$ à l'été 2006, en hausse de 11 %. À Toronto, le prix moyen était de 631 585 \$. À Calgary et à Edmonton, il a progressé pour se situer à 359 286 \$ et 284 521 \$ respectivement; par ailleurs, le prix moyen à Vancouver a atteint 763 076 \$. Le prix moyen le plus bas dans la catégorie maisons neuves unifamiliales et jumelées dans une région métropolitaine a été enregistré à Trois-Rivières : il s'élevait à 159 250 \$.

À la fin de 2006, l'Indice des prix des logements neufs (IPLN) de Statistique Canada (indice qui mesure les variations dans le temps du prix de vente des maisons résidentielles neuves facturé par les entrepreneurs) était de 147,5. Autrement dit, le prix des maisons neuves s'est accru de 47,5 % depuis 1997, année de base de l'indice. Comme on pouvait s'y attendre, l'IPLN montre que le coût des logements neufs à Calgary a fait un bond prodigieux de 42,4 % depuis décembre 2005. Edmonton a emboîté le pas, avec une hausse de 41,5 %. Saskatoon se classe en troisième place avec 16,1 %. L'augmentation de la moyenne nationale était de 10,7 %.

Constructions non résidentielles

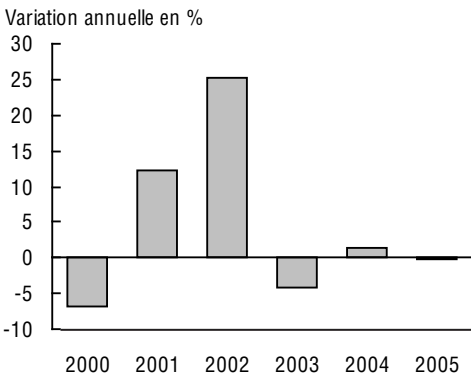
La construction non résidentielle a été en expansion pour la sixième année consécutive en 2006, essentiellement en raison de l'essor de l'économie dans l'Ouest canadien. Parmi les neuf provinces qui ont affiché une croissance

dans la construction non résidentielle, c'est l'Alberta qui a réalisé le gain le plus important, soit 40 %, suivie de la Colombie-Britannique avec 27 %. L'Alberta et la Colombie-Britannique représentaient ensemble environ 80 % de l'augmentation totale des investissements dans le secteur de la construction non résidentielle au Canada.

L'augmentation de la construction non résidentielle s'explique surtout par les investissements en immeubles commerciaux qui ont augmenté de 14 %, passant à 20,4 milliards de dollars. Le fait que la construction d'immeubles à bureaux ait augmenté de 23 % pour atteindre 7,6 milliards est le principal facteur sous-jacent.

La construction d'entrepôts a fait également un bond de près de 29 % pour atteindre 2,7 milliards de dollars. La hausse est probablement attribuable à la baisse des taux d'occupation des immeubles de bureaux dans les grands centres urbains et aux bons résultats des détaillants et des grossistes, conjugués à la hausse des dépenses de consommation et au développement du commerce international. Les investissements dans les hôpitaux et les cliniques de santé ont progressé de 16 %. Il s'agit de la sixième augmentation annuelle consécutive dans cette catégorie.

Graphique 6.3
Approbations de prêts hypothécaires pour maisons neuves



Notes : Les données se limitent aux prêts consentis par la SCHL ou des prêteurs agréés et dont les dossiers sont complets.
 Exclut le Nunavut.

Source : Statistique Canada, CANSIM : tableau 027-0017.

Approbations hypothécaires

Les faibles taux d'intérêt ont contribué à motiver plusieurs Canadiens à acheter des maisons et à présenter une demande de prêt hypothécaire pour financer l'achat d'une maison. En fait, la valeur des prêts hypothécaires approuvés par la SCHL et les prêteurs autorisés a augmenté, passant à 182,1 milliards de dollars en 2005, soit une hausse de 11 % par rapport à l'année précédente. Les prêts approuvés ont augmenté de 2 %, et le montant moyen des prêts en 2005 était de 11 % plus élevé qu'en 2004.

En 2005, les prêteurs ont approuvé des prêts pour l'achat de 135 500 unités de logements neufs, soit une faible baisse par rapport aux 135 700 logements en 2004. La plus forte hausse a eu lieu de 2001 à 2002 : le nombre d'unités approuvées est alors passé de 111 700 à 139 900.

Le nombre d'approbations de propriétés résidentielles déjà construites en 2005 est demeuré relativement stable par rapport à 2004, soit 1,1 million d'unités de logement. En 2001, 812 300 unités avaient été approuvées. La plupart des approbations en 2005 concernaient des maisons individuelles neuves et déjà construites.

La hausse fulgurante de la valeur des prêts hypothécaires approuvés a également contribué à augmenter le crédit hypothécaire (la dette hypothécaire totale contractée par les Canadiens), qui est passé de 628,6 milliards de dollars en 2005 à 687 milliards de dollars en 2006.

Sources choisies

Statistique Canada

- *Entre le producteur et le détaillant : une revue du commerce de gros en 2005.* Hors série. 11-621-MWF2006040
- *L'Observateur économique canadien.* Mensuel. 11-010-XWB
- *Permis de bâtir.* Mensuel. 64-001-XWF

Autres

- Bureau du recensement des États-Unis
- Institut canadien des courtiers et des prêteurs hypothécaires
- Société canadienne d'hypothèques et de logement

Viellissement de la main-d'œuvre

Comme de nombreux secteurs, la construction fait appel à une main-d'œuvre vieillissante. Un nombre croissant de baby-boomers travaillent après leur 55^e anniversaire ou retournent travailler après la retraite. En outre, les jeunes sont moins nombreux à choisir les métiers du bâtiment.

Le nombre d'emplois dans la construction a constamment augmenté, passant de 824 000 en 2001 à un peu plus de 1 million en 2005. En juillet 2006, il avait atteint un sommet de 1,2 million. La plupart des employés dans ce secteur — y compris les vendeurs, les gestionnaires et les agents de soutien administratif — ont de 25 à 45 ans, leur âge moyen s'établissant à 39,7 ans. L'hébergement et les services de restauration affichent l'âge moyen des effectifs le plus bas (31,8 ans) et l'agriculture, le plus élevé (43,9 ans).

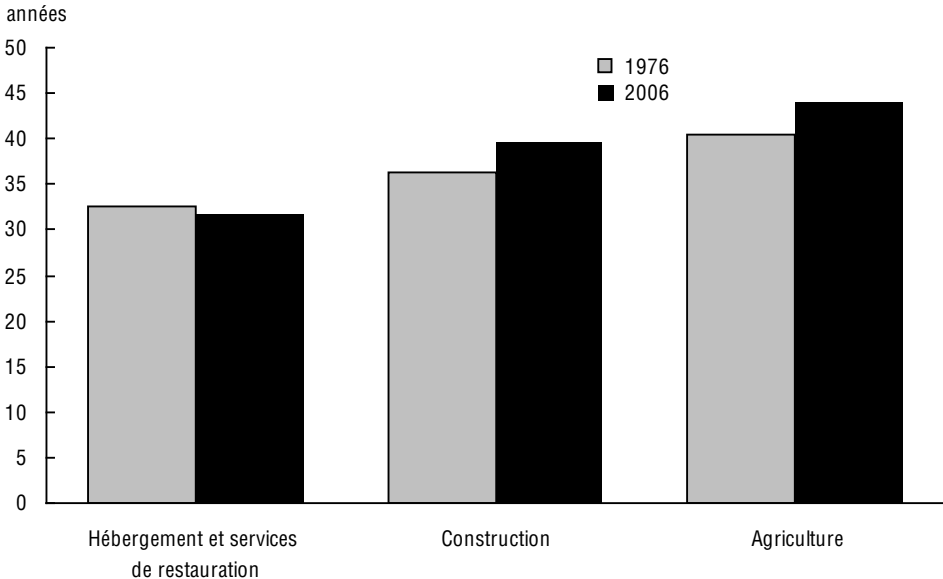
Dans toutes les industries, le nombre de travailleurs de 55 ans et plus a augmenté de 6,2 % de 2004 à 2005, comparativement à une hausse de 0,7 % pour les moins de 55 ans.

En 2001, on comptait 2,7 personnes actives de 20 à 34 ans pour chaque personne active de 55 ans et plus, en baisse par rapport au ratio de 3,7 observé en 1981.

En 1976, 66 000 travailleurs de la construction au Canada avaient 55 ans et plus; en 2005, ce chiffre a plus que doublé pour atteindre 137 000. La construction comptait 143 400 travailleurs de 15 à 24 ans en 1976, mais ce chiffre a diminué pratiquement de moitié pour atteindre 72 000 durant la récession du début des années 1990. En 2005, le nombre de travailleurs de ce groupe d'âge a rebondi pour s'établir à 141 900, soit presque le niveau observé en 1976.

Malgré ce redressement, les jeunes considèrent les métiers spécialisés comme des carrières moins viables et depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le Canada a compté sur les immigrants pour combler ces emplois. La construction subira vraisemblablement une pénurie de main-d'œuvre, lorsque les baby-boomers arriveront à l'âge de la retraite.

Graphique 6.4
Âge moyen des salariés, certaines industries



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

Matériaux de construction : recul

Les propriétaires entreprenant des rénovations tendent à acheter leurs matériaux de construction dans les magasins à grande surface ou les détaillants spécialisés, par exemple les marchands de bois. Les entreprises de construction résidentielle achètent le bois d'œuvre, l'acier et les autres produits auprès de grossistes.

En 2005, les grossistes de matériaux de construction ont enregistré des ventes de plus de 66 milliards de dollars, en hausse de 8,5 % par rapport à 2004 : cela représente toutefois moins de la moitié du taux de 20,0 % observé en 2003.

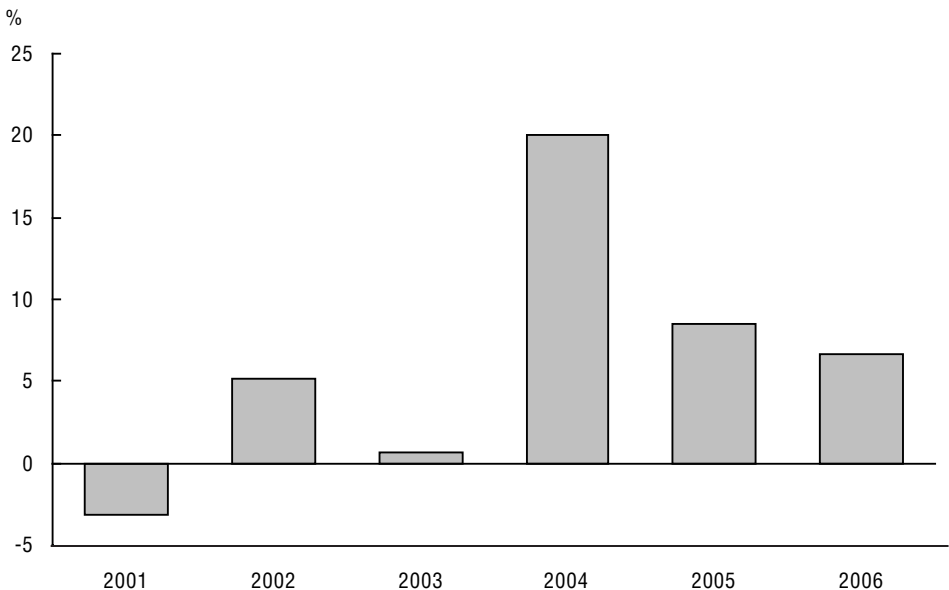
Les ventes de bois d'œuvre ont monté de 2,5 %, atteignant 13 milliards de dollars; il s'agit d'une fraction de la progression de 23,8 % relevée en 2004. Ce recul est attribuable en partie au prix du bois d'œuvre ayant fléchi de 5,0 %. La capacité de production excédentaire en Amérique du Nord et l'intensification de la concurrence mondiale ont aussi contribué à cette tendance. L'évolution des marchés de l'habitation aux États-Unis et au Canada expliquent aussi ces résultats. D'abord, les entreprises américaines construisent

davantage d'immeubles à logements multiples exigeant moins de bois d'œuvre. Ensuite, le nombre de mises en chantier résidentielles au Canada s'est replié de 3,4 % en 2005.

Les produits métalliques (les câblages et l'acier de construction) ont affiché une progression inférieure à celle du bois d'œuvre en 2005. Les grossistes de produits métalliques ont déclaré des ventes de 14 milliards de dollars, en hausse de seulement 7,1 %, comparativement à la croissance de 33,3 % en 2004. Les prix ont commencé à plafonner en 2005 après l'entrée en scène de la Chine dans la production de l'acier.

Les grossistes de matériaux comme la peinture ou la quincaillerie ont continué d'afficher de bons résultats, leurs ventes s'élevant à plus de 39 milliards de dollars en 2005. Il s'agit d'une croissance de 11,2 %, en baisse légère par rapport à la progression de 14,7 % en 2004. Ces grossistes ont connu une période de croissance quasi ininterrompue depuis l'automne 2003 en raison de la performance du marché de la rénovation et de la construction.

Graphique 6.5
Commerce de gros, taux de croissance des ventes de matériaux de construction



Note : Système de classification des industries de l'Amérique du Nord 2002, agrégation spéciale.

Source : Statistique Canada, CANSIM : tableau 081-0010.

Construction en Amérique du Nord

La construction en Amérique du Nord connaît-elle une période de prospérité ou d'austérité? La réponse dépend de la région et du secteur.

En 2006, le secteur de l'habitation au Canada a profité de faibles taux hypothécaires avantageux, d'un marché du travail robuste, d'un niveau élevé de confiance des consommateurs et d'une forte demande de logements dans l'Ouest du pays. De 2005 à 2006, la construction résidentielle a augmenté de 8,5 % pour atteindre 79,8 milliards de dollars, et ce, malgré une baisse de 2,4 % d'unités approuvées par les municipalités.

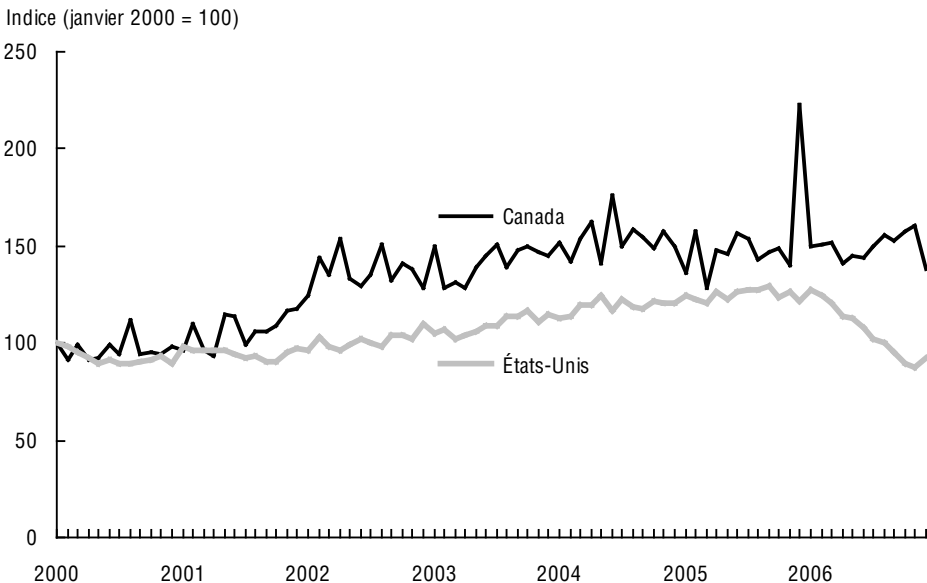
Aux États-Unis, en revanche, le secteur de l'habitation a ralenti, malgré les taux hypothécaires avantageux, la croissance soutenue des dépenses de consommation, l'augmentation du revenu réel disponible et le niveau élevé de confiance des consommateurs. De 2005 à 2006, la construction de logements n'a diminué que de 1,9 % aux États-Unis, alors que le nombre des permis de bâtir des habitations privées a chuté de 14,9 %, des baisses supérieures à la moyenne

ayant été accusées dans le Midwest américain (-19,3 %) et dans l'Ouest du pays (-19,0 %). Le fléchissement de l'habitation a été la cause principale du ralentissement de la croissance économique aux États-Unis.

En 2006, l'économie canadienne est restée propice à la construction non résidentielle. La valeur des permis de bâtir non résidentiels a bondi de 14,5 % par rapport à 2005, grâce à la vigueur des ventes au détail, à la baisse du taux d'occupation des bureaux, aux faibles taux d'intérêt et aux bénéfiques records des sociétés. Aux États-Unis, la construction non résidentielle a grimpé de 13,3 %, celle-ci n'ayant pas subi les contrecoups du repli du marché de l'habitation et de l'offre excédentaire de logements.

L'Alberta et la Colombie-Britannique ont animé le boom de la construction au Canada. L'Alberta connaît une période de croissance économique sans précédent, grâce aux énormes entrées de fonds découlant de la hausse des cours du pétrole et des investissements de capitaux.

Graphique 6.6
Permis de bâtir, unités de logements, Canada et États-Unis



Sources : Statistique Canada, CANSIM : tableau 026-0010; United States Census Bureau; et Department of Housing and Urban Development.

Boom de la construction dans l'Ouest

Les deux principales provinces de l'Ouest, l'Alberta et la Colombie-Britannique, ont poursuivi leur expansion économique en 2006. L'essor dans le secteur des ressources naturelles et le commerce avec l'Asie ont stimulé l'économie en Colombie-Britannique, qui a enregistré son taux de chômage le plus faible depuis 30 ans. Quant à l'Alberta, sa population a augmenté de plus de 98 000 par rapport à 2005, grâce à l'abondance des emplois dans les ressources naturelles. Ce dynamisme ainsi que les faibles taux d'intérêt ont donné un élan à la demande de nouvelles maisons dans les deux provinces.

En Colombie-Britannique, la construction résidentielle a entamé, en 2006, sa sixième année consécutive d'expansion, c'est-à-dire la plus longue période de croissance continue depuis 1985 à 1989. Le nombre de mises en chantier résidentielles a bondi, passant de 14 400 en 2000 à 36 400 en 2006.

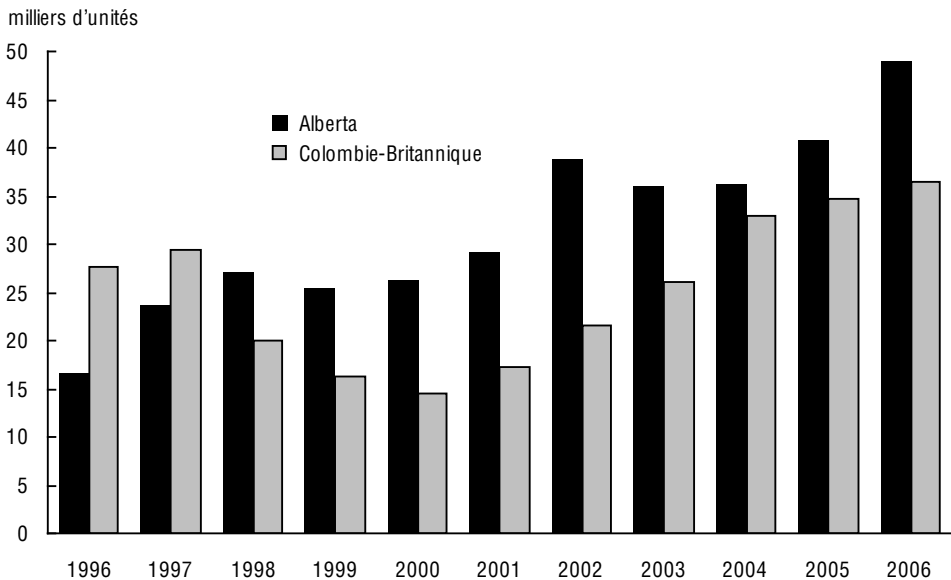
L'Alberta a enregistré 48 962 mises en chantier résidentielles en 2006 — le plus haut niveau

depuis 1978. Calgary a affiché la plus forte augmentation, soit 25 % par rapport à 2005. La progression de la construction résidentielle et non résidentielle a entraîné une pénurie de travailleurs dans les métiers du bâtiment. Cependant, les nouvelles perspectives d'emploi dans la construction ont commencé à attirer les travailleurs d'autres secteurs comme l'agriculture, la fabrication et l'hébergement ainsi que les services de restauration.

En 2006, les salaires ont continué d'augmenter pour tenir compte du besoin de travailleurs de la construction. Le salaire syndical de base d'un charpentier de Calgary était de 27,50 \$ l'heure en 2001; il a augmenté pour s'établir à 31,04 \$ l'heure à la fin de 2006.

À Winnipeg, où la demande de nouvelles constructions n'est pas aussi intense que dans les autres villes, le salaire moyen d'un charpentier s'établissait à 24,07 \$ l'heure à la fin de 2006, ce qui représente une légère hausse par rapport au taux horaire de 23,70 \$ observé en 2001.

Graphique 6.7
Logements mis en chantier, Alberta et Colombie-Britannique



Source : Statistique Canada, CANSIM : tableau 027-0008.

Tableau 6.1 Logements mis en chantier, par province, 1992 à 2006

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
	nombre														
Canada	168 271	155 443	154 057	110 933	124 713	147 040	137 439	149 968	151 653	162 733	205 034	218 426	233 431	225 481	227 395
Terre-Neuve-et-Labrador	2 271	2 405	2 243	1 712	2 034	1 696	1 450	1 371	1 459	1 788	2 419	2 692	2 870	2 498	2 234
Île-du-Prince-Édouard	644	645	669	422	554	470	524	616	710	675	775	814	919	862	738
Nouvelle-Écosse	4 673	4 282	4 748	4 168	4 059	3 813	3 137	4 250	4 432	4 092	4 970	5 096	4 717	4 775	4 896
Nouveau-Brunswick	3 310	3 693	3 203	2 300	2 722	2 702	2 447	2 776	3 079	3 462	3 862	4 489	3 947	3 959	4 085
Québec	38 228	34 015	34 154	21 885	23 220	25 896	23 138	25 742	24 695	27 682	42 452	50 289	58 448	50 910	47 877
Ontario	55 772	45 140	46 645	35 818	43 062	54 072	53 830	67 235	71 521	73 282	83 597	85 180	85 114	78 795	73 417
Manitoba	2 310	2 425	3 197	1 963	2 318	2 612	2 895	3 133	2 560	2 963	3 617	4 206	4 440	4 731	5 028
Saskatchewan	1 869	1 880	2 098	1 702	2 438	2 757	2 965	3 089	2 513	2 381	2 963	3 315	3 781	3 437	3 715
Alberta	18 573	18 151	17 692	13 906	16 665	23 671	27 122	25 447	26 266	29 174	38 754	36 171	36 270	40 847	48 962
Colombie-Britannique	40 621	42 807	39 408	27 057	27 641	29 351	19 931	16 309	14 418	17 234	21 625	26 174	32 925	34 667	36 443

Source : Statistique Canada, CANSIM : tableau 027-0009.

Tableau 6.2 Valeur des permis de bâtir, par province et territoire, 1992 à 2006

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
	millions de dollars														
Canada	26 957,1	25 586,3	27 636,7	24 589,3	26 155,4	30 838,2	33 340,8	35 736,1	36 950,1	40 856,1	47 262,1	50 772,0	55 578,6	60 750,7	66 265,8
Terre-Neuve-et-Labrador	242,5	255,4	262,7	201,7	224,1	213,6	252,7	296,8	282,9	298,3	383,3	421,0	501,2	494,1	538,4
Île-du-Prince-Édouard	132,1	112,5	112,7	95,2	95,8	110,0	116,1	140,9	98,8	217,2	146,2	178,1	223,8	244,0	207,0
Nouvelle-Écosse	604,9	594,9	669,2	619,6	689,0	630,7	637,1	907,2	878,5	699,9	877,3	1 014,1	1 125,8	1 188,0	1 291,4
Nouveau-Brunswick	453,7	427,4	440,5	487,9	441,1	459,0	481,0	481,2	484,6	535,1	663,8	696,3	797,3	829,0	933,3
Québec	5 207,2	5 375,6	5 898,5	4 947,4	4 938,0	5 133,2	5 897,4	5 939,6	6 272,0	7 571,1	8 628,4	10 090,9	11 629,6	11 288,0	11 878,3
Ontario	9 962,9	8 774,7	10 001,3	9 192,2	9 597,6	12 888,7	13 839,8	16 732,5	17 556,5	19 069,3	22 281,4	23 235,2	23 905,3	24 129,6	23 292,2
Manitoba	541,2	528,6	685,3	525,4	592,3	689,6	1 031,8	879,4	853,9	739,2	888,9	1 065,0	1 150,4	1 128,5	1 378,8
Saskatchewan	323,1	326,8	372,3	478,2	543,0	626,8	672,9	721,6	609,0	703,3	708,6	772,6	770,0	905,7	1 138,6
Alberta	3 105,6	2 713,5	2 740,5	2 506,6	2 883,1	4 446,3	5 552,2	4 801,9	5 296,4	5 911,7	6 846,5	6 667,2	7 327,1	10 201,7	13 875,7
Colombie-Britannique	6 255,5	6 389,2	6 317,9	5 401,4	6 053,1	5 543,8	4 739,6	4 695,5	4 492,0	4 954,8	5 659,4	6 394,2	7 938,7	10 182,9	11 541,5
Yukon	71,2	42,2	51,0	74,0	51,8	49,6	39,9	48,8	55,5	49,8	31,3	52,6	75,9	77,3	95,6
Territoires du Nord-Ouest (incluant le Nunavut)	57,1	45,7	84,9	59,6	46,6	46,9	80,2	..	90,6	..	..	..	..	..	..
Territoires du Nord-Ouest	..	..	..	..	..	..	..	..	23,0	76,0	91,6	86,2	105,3	68,7	37,7
Nunavut	..	..	..	..	..	..	..	..	47,2	30,4	55,4	98,6	28,1	13,2	57,4

Source : Statistique Canada, CANSIM : tableau 026-0003.

Tableau 6.3 Investissement en construction de bâtiments non résidentiels, par région métropolitaine de recensement, 2002 à 2006

	2002	2003	2004	2005	2006
	millions de dollars courants, non désaisonnalisé				
Ensemble des régions métropolitaines de recensement	19 163,6	19 475,6	20 810,9	22 498,5	25 350,2
St. John's	156,2	167,5	188,2	244,3	222,5
Halifax	179,0	233,9	306,1	461,0	601,3
Saint John	57,5	70,4	95,3	72,6	103,4
Saguenay	119,6	135,6	97,3	91,3	124,3
Québec	508,7	494,0	546,7	624,3	637,2
Sherbrooke	133,2	131,7	124,6	111,8	150,0
Trois-Rivières	109,6	168,4	145,9	103,1	131,3
Montréal	3 059,1	2 742,9	2 868,4	2 889,9	2 756,4
Ottawa-Gatineau	1 544,8	1 522,1	1 348,5	1 280,0	1 580,0
Partie québécoise	171,0	225,7	185,6	242,7	187,4
Partie ontarienne	1 373,8	1 296,4	1 162,9	1 037,3	1 392,7
Kingston	120,9	163,6	141,5	162,3	116,0
Oshawa	263,9	411,8	485,2	488,2	387,5
Toronto	4 772,7	5 034,4	6 188,3	6 435,6	6 252,9
Hamilton	693,3	698,6	741,1	571,8	621,2
St. Catharines-Niagara	405,2	407,4	356,5	281,7	275,1
Kitchener	693,2	584,2	534,5	635,7	503,2
London	547,2	614,3	535,8	561,5	424,3
Windsor	393,2	403,7	303,7	279,8	328,2
Greater Sudbury / Grand Sudbury	174,8	170,5	91,8	132,5	115,9
Thunder Bay	173,6	148,5	118,8	94,6	112,8
Winnipeg	420,4	557,7	659,9	684,7	884,5
Regina	180,0	233,4	226,7	232,0	316,7
Saskatoon	270,9	230,0	219,8	258,3	404,0
Calgary	1 222,1	1 234,4	1 357,8	1 828,7	2 653,2
Edmonton	942,0	898,5	1 002,5	1 248,3	1 683,1
Abbotsford	153,5	103,9	80,3	140,2	261,1
Vancouver	1 619,5	1 628,4	1 685,1	2 327,3	2 807,7
Victoria	249,4	285,8	360,4	257,0	341,0

Source : Statistique Canada, CANSIM : tableau 026-0016.

Tableau 6.4 Dépenses en immobilisations pour la construction, par secteur, 2003 à 2007

	Dépenses réelles			Dépenses réelles provisoires	Perspectives
	2003	2004	2005	2006 ¹	2007 ²
	millions de dollars				
Canada	136 763,6	154 125,2	171 964,8	193 276,3	202 392,2
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	1 471,0	1 476,2	1 359,4	1 330,2	1 342,6
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	24 588,2	29 942,4	39 397,4	45 938,8	43 714,6
Services publics	8 534,4	8 843,5	9 861,4	12 357,2	15 218,0
Construction	444,1	500,5	531,0	571,0	618,3
Fabrication	2 870,6	2 611,6	2 235,7	2 326,8	2 484,2
Commerce de gros	983,4	900,8	1 106,7	1 281,3	1 433,1
Commerce de détail	2 894,4	4 063,5	3 665,8	3 918,5	4 194,1
Transport et entreposage	3 543,1	3 510,7	3 966,3	5 483,5	6 454,9
Industrie de l'information et industrie culturelle	2 243,1	2 411,1	2 693,5	2 238,4	2 216,5
Finance et assurances	580,0	525,9	809,0	637,5	871,3
Services immobiliers et services de location et de location à bail	2 713,4	3 308,3	3 550,1	4 739,9	5 601,6
Services professionnels, scientifiques et techniques	332,9	358,2	330,8	441,8	450,4
Gestion de sociétés et d'entreprises	25,1	43,4	26,5	22,2	32,0
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	205,2	214,2	248,8	248,8	325,7
Services d'enseignement	4 358,4	4 355,1	4 707,7	5 088,0	5 496,3
Soins de santé et assistance sociale	3 371,2	3 061,0	3 708,7	4 099,4	4 459,7
Arts, spectacles et loisirs	518,3	901,7	692,6	610,1	1 336,4
Hébergement et services de restauration	1 099,1	1 231,5	1 508,6	1 750,2	1 820,5
Logement	61 607,5	70 060,2	73 574,9	79 857,2	80 971,1
Administrations publiques	13 978,2	15 316,1	17 511,6	19 851,5	22 857,6
Autres services (excluant les administrations publiques)	402,0	489,1	478,4	483,9	493,6

Notes : L'Enquête sur les dépenses en immobilisations recueille des données sur les intentions d'investissements en immobilisations et les dépenses pour les deux années précédentes.
Système de classification des industries de l'Amérique du Nord, 2002.

1. Les données reflètent les estimations provisoires des dépenses en immobilisations pour 2006.
2. Les données reflètent les perspectives des dépenses en immobilisations pour 2007.

Source : Statistique Canada, CANSIM : tableau 029-0005.

Tableau 6.5 Population active employée dans la construction, par province, 2001 à 2006

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
	milliers					
Canada	824,3	865,2	906,0	951,7	1 019,5	1 069,7
Terre-Neuve-et-Labrador	10,5	9,3	9,5	11,7	12,4	12,9
Île-du-Prince-Édouard	4,5	4,3	4,2	4,1	4,7	5,7
Nouvelle-Écosse	24,6	24,0	24,5	28,2	27,7	27,3
Nouveau-Brunswick	18,7	19,7	19,2	19,4	18,6	21,1
Québec	137,6	153,4	162,9	164,5	179,2	186,1
Ontario	336,3	344,5	369,1	367,6	394,8	405,2
Manitoba	27,1	26,0	26,9	27,7	28,2	29,9
Saskatchewan	23,1	24,8	23,3	24,0	26,3	29,6
Alberta	131,3	141,4	146,6	160,5	159,7	172,6
Colombie-Britannique	110,7	118,1	119,8	144,0	168,0	179,3

Note : Données annuelles.

Source : Statistique Canada, CANSIM : tableau 282-0008.

Tableau 6.6 Production de matériaux de construction, 2002 à 2006

	2002	2003	2004	2005	2006
	milliers de mètres cubes				
Bois d'œuvre sec	79 803,7	79 319,3	84 589,6	82 888,9	80 870,4
	milliers de paquets métriques				
Bardeaux d'asphalte, toutes dimensions	43 391,0	39 747,0	43 639,0	40 284,7	44 590,3
	milliers de tonnes métriques				
Ciment	13 081,0	13 418,0	13 862,9	14 179,4	14 335,5
Tuyaux et tubes en aciers	2 220,1	2 431,6	2 647,2	2 837,1	2 948,5

Note : Classification type des biens.

Source : Statistique Canada, CANSIM : tableaux 303-0001, 303-0003, 303-0006, 303-0009, 303-0046, 303-0052 et 303-0060.

Abréviations et signes conventionnels



Provinces et territoires

Terre-Neuve-et-Labrador	T.-N.-L.
Île-du-Prince-Édouard	Î.-P.-É.
Nouvelle-Écosse	N.-É.
Nouveau-Brunswick	N.-B.
Québec	Qc
Ontario	Ont.
Manitoba	Man.
Saskatchewan	Sask.
Alberta	Alb.
Colombie-Britannique	C.-B.
Yukon	Yn
Territoires du Nord-Ouest	T.N.-O.
Nunavut	Nt

Unités de mesure

centimètre	cm
degré Celsius	°C
gramme	g
heure	h
kilogramme	kg
kilomètre	km
kilowatt	kW
litre	l
mètre	m
millilitre	ml
watt	W

Les signes dont il est question dans le présent document s'appliquent à toutes les données que Statistique Canada publie, y compris les totalisations simples et les estimations, quelle qu'en soit la source (enquêtes, recensements et fichiers administratifs).

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^s valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- P provisoire
- r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Note : Dans certains tableaux, les chiffres ont été arrondis. Par conséquent, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Lorsqu'un chiffre n'est pas accompagné d'un signe de qualité de données, cela veut dire que la qualité des données a été jugée « acceptable ou supérieure » selon les politiques et les normes de Statistique Canada.

Les statistiques de cette édition sont celles les plus récentes au moment de sa préparation. Pour obtenir des données plus récentes, veuillez visiter le Canada en statistiques à www.statcan.ca